

Sur notre site internet, vous pouvez retrouver gratuitement toutes nos publications et de multiples vidéos :

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

# Lutte ouvrière

## Champagne-Ardenne



Lettre d'information locale

21/04/2020

### Une classe dirigeante et un système social à renverser !

Dimanche 19 avril, le Premier ministre a introduit son long satisfecit en déclarant : « Nous avons réussi le confinement ensemble, nous allons ensemble réussir le déconfinement ». Vraiment ?

Les soignants ont été envoyés au front sans armes ni munitions pendant de longues semaines. Le personnel des Ehpad et les aides à domicile restent, pour la plupart, livrés à eux-mêmes. Les salariés qui ont continué de travailler le font souvent sans les protections élémentaires.

Quant au confinement, il plonge des millions de familles populaires dans des difficultés matérielles, financières et psychologiques insupportables. Il ne reproduit pas seulement les inégalités sociales, il les creuse. Les plus précaires ont tout simplement perdu leur gagne-pain. Les autres voient leur salaire amputé suite au chômage partiel, alors que leurs dépenses augmentent du fait, notamment, de la fermeture des cantines. Le gouvernement se targue d'aider les plus démunis, mais le fait est que les files s'allongent devant les Restos du cœur ou le Secours populaire !

Alors oui, les inégalités s'aggravent, y compris sur le plan scolaire où beaucoup d'enfants ont décroché. Macron et Blanquer prétendent que l'école rouvrira le 11 mai pour les pallier. Là encore, ils nous mentent : cette décision a été arrachée par le grand patronat de façon à ce que les salariés soient libérés pour retourner se faire exploiter.

Dans nombre d'entreprises, les patrons ont réussi à voler des jours de RTT, voire une ou plusieurs semaines de congés payés, alors même que l'État s'est substitué à eux pour payer, avec notre argent, le chômage partiel !

Plus la crise se prolongera, plus les attaques seront dures.

Certains porte-parole patronaux anticipent déjà des plans de licenciements massifs et calculent le nombre des futurs « morts économiques », comme s'ils étaient tout aussi inévitables que les victimes du Covid. Ils font passer pour la fatalité ce qui n'est rien d'autre que la lutte de classe. Et s'il n'y a pas encore de traitement ni de vaccin contre le virus, les travailleurs ont, eux, le remède contre ces attaques patronales : ce sont les luttes collectives.

Au-delà des combats pour défendre leur vie au jour le jour, les travailleurs ont à se poser le problème de l'organisation sociale dans son ensemble. L'humanité finira par trouver la réponse au défi lancé par ce virus inconnu. Mais

dans le cadre du capitalisme, on ne pourra pas éradiquer les maux aussi anciens que la misère et la précarité, le manque de logements, l'abandon des services utiles à la population, sans parler des crises et du sous-développement des pays pauvres.

Il s'agit d'un défi que seuls les travailleurs peuvent relever. Et ils le remporteront s'ils renouent avec le combat des générations anciennes visant à contester cette organisation basée sur l'exploitation et la domination d'une classe sociale.



#### Dans ce numéro :

Soutien à Anthony Smith, inspecteur du travail suspendu par Pénicaud 2

Échos des entreprises :

PSA Les Ayvelles (Ardennes) 2

Mannesmann Précision Tubes (Vitry-le-François) 3

Plateforme Noz (Chaumont) 3

Mairie de Reims 4

Surenchère de localisme 3

Arrivée d'un avion-cargo à Vatry 4

## Soutien à Anthony Smith, inspecteur du travail suspendu par Pénicaud Communiqué de Thomas Rose



La ministre du travail a décidé de suspendre un inspecteur du travail dans la Marne, Anthony Smith, pour

son action concernant la protection des travailleurs en activité. Il avait en particulier mis en garde une entreprise de service à la personne qui envoyait des aides à domicile sans les protections indispensables chez des personnes âgées.

Anthony Smith, par ailleurs militant syndical et responsable national de la CGT, ne faisait

que remplir son rôle. Mais dans le contexte actuel, celui-ci va à l'encontre de la politique de Macron qui veut imposer dès le 11 mai le déconfinement et la reprise du travail à tous les salariés, quitte à leur faire prendre le risque d'y laisser leur peau.

Non seulement c'est irresponsable mais c'est un scandale. En s'attaquant à Anthony Smith, Pénicaud veut faire un exemple pour intimider tous les inspecteurs du travail qui voudraient faire respecter des règles élémentaires de protection.

Voici un exemple du « monde d'après » dont parlait Macron, où la bourgeoisie, sous prétexte de crise économique,

voudra imposer des semaines de travail à rallonge, la perte de congés ou de jours fériés, nous faire crever au boulot avec des masques de troisième catégorie ou pas de masques du tout !

C'est dans ce contexte d'attaques qui se préparent contre le monde du travail, qu'il faut interpréter la sanction contre cet inspecteur du travail.

J'exprime au nom de Lutte ouvrière ma solidarité complète avec Anthony Smith et nul doute que de nombreux travailleurs partagent mon indignation.

Le 17/04/2020

[Lien vers la vidéo](#)

### PSA Les Ayvelles (Ardennes) :

## En catimini, le groupe prépare son plan de déconfinement

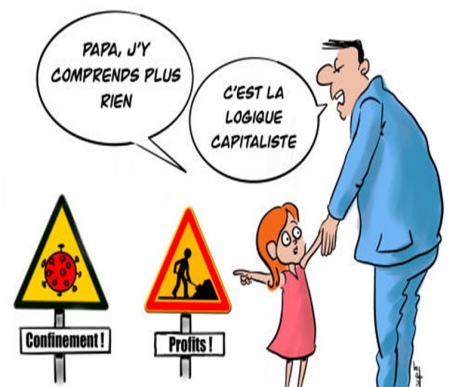
Le site PSA des Ayvelles fournit les culasses de moteur pour tout le groupe. Alors que l'épidémie continue de s'étendre et d'ajouter au nombre des victimes du coronavirus des centaines de morts chaque jour, le groupe PSA veut reprendre la production. Il procède sur le site des Ayvelles à « un test de vérification et de mise en place générale des mesures renforcées de sécurité pour les salariés, avant leur reprise d'activité ».

Comme sur le site de Valenciennes et de Douvrin, il s'agit

pour le groupe de ne pas perdre de temps et de relancer au plus vite la production des voitures. Une production qui n'a rien de vital en cette période de crise sanitaire.

Derrière ses grandes déclarations, tardives, de participation à l'effort collectif dans la lutte contre l'épidémie en assemblant des pièces de respirateurs médicaux sur le site de Poissy, c'est bel et bien un vaste plan de déconfinement que PSA est en train d'opérer. Cette décision est irresponsable et criminelle car

c'est prendre le risque d'augmenter le nombre de malades et de faire exploser les places en urgences. Face à la rapacité patronale, il est urgent de faire valoir collectivement notre droit à la vie et à la santé.



## Mannesmann Précision Tubes (Vitry-le-François) :

### La production tant que...

En sous-activité depuis des mois, l'usine Mannesmann Précision Tubes à Vitry-le-François vivait jusqu'à la crise du covid-19 au rythme de suppression d'équipes de nuit et de journées de récupérations imposées. Quand il a été question de confinement, beaucoup, même chez les hiérarchies, pensaient logiquement qu'on allait vers un arrêt total momentané de la production.

Et puis non : la maison mère aurait donné l'injonction de pro-

duire en urgence des commandes devenues indispensables ! Mais sans aucun aménagement des horaires ni de l'organisation de la production. Juste une bouteille de désinfectant par personne, mais croisement dans les vestiaires et réfectoires obligatoires !

Le comble, c'est que ce maintien d'activité a été annoncé aux délégués en même temps que l'annonce d'une nouvelle réduction importante de la production dans un futur proche,

rendant les inquiétudes sur l'avenir de l'entreprise encore plus grandes !

Produire plus vite en prenant des risques avec la crainte pour son emploi ! « Pour le moment on a les hommes, l'énergie et la matière, alors on produit » se sont entendu dire des travailleurs qui cherchaient des explications auprès d'un responsable.... La nouvelle version de « marche ou crève » !

## Plate-forme Noz (Chaumont) :

### Le patron oblige les salariés à lui faire crédit

La direction de la plate-forme Noz s'est permis d'invoquer les difficultés actuelles pour ne pas payer en entier les salaires de fin mars, pas même les 70 % du brut (84 % du net) qu'elle doit payer en cas de chômage partiel.

Elle a prétendu ne pas avoir reçu les aides de l'État. Des salariés ont prévenu la presse, et devant le scandale annoncé, une régularisation a eu lieu jeudi 9

avril... mais seulement pour ceux qui ne se sont pas mis en droit de retrait avant le déclenchement du chômage partiel. Ceux qui ont fait valoir leur droit de retrait ont vu leurs salaires amputés de plusieurs jours indiqués « en absence autorisée mais non rémunérée ».

L'État a annoncé des aides au patronat, et indiqué reporter les impôts et cotisations sociales. Mais cela n'a même pas amené ce patron à se dire qu'il pouvait



avancer l'argent à ses salariés. Pourtant, même confinés, les salariés doivent bien payer leur loyer et leurs factures en entier !

## Surenchère grand-orientale de localisme

Après Lemaire, le ministre de l'Économie, et son « *consommons français* », le président LR de la région Grand-Est renchérit par un « *consommons Grand-Est* » pour soutenir les agriculteurs locaux.

Un ancien responsable de Leclerc de la région trouve ainsi une occasion de se faire un peu de pub et s'enorgueillit de ce que les supermarchés de son enseigne ont depuis longtemps mis en avant « *les salades de Taissy, les*

*viandes des Ardennes, les endives de Champfleury, [ou encore] les asperges de Guignicourt* »...

Bien sûr, il est aberrant de transporter dans tous les sens des marchandises qui pourraient être produites et consommées localement. Le responsable de tout ce gâchis de travail et d'énergie est d'ailleurs la concurrence entre capitalistes qui ne sont guidés que par les profits qu'ils réaliseront ici... ou là.

Mais ces déclarations patriotiques ne visent évidemment pas le système capitaliste, irresponsable et chaotique, et elles éludent la réalité de l'interdépendance économique de toute la planète. Car, même avec un esprit de clocher très développé, on peut attendre encore longtemps le pétrole alsacien ou l'uranium champenois !

## Non au vol de congés

Dans la droite ligne des ordonnances prises par le gouvernement pour satisfaire les patrons, la municipalité a décidé d'imposer à tous les agents de la Ville de sacrifier trois jours de congés en les posant avant le 11 mai.

Les travailleurs paient déjà le prix de l'incurie du gouvernement en étant confinés des semaines faute de moyens suffisants pour l'hôpital, de masques et de gel hydroalcoolique. Pas question pour eux de payer double en perdant en plus des congés !



## Chantage à la solidarité



Le maire Arnaud Robinet et la présidente de l'agglomération Catherine Vautrin viennent en outre d'écrire à Édouard Philippe pour proposer que les agents territoriaux fassent don de leurs jours de congé afin d'aider l'État à payer les heures supplémentaires des personnels soignants, en « *solidarité* ».

Les soignants qui leur avaient crié leur colère lors des vœux au CHU de Reims en janvier dernier, en dénonçant les 40 fermetures de lits programmées, qui s'ajoutent aux 150 déjà supprimés depuis 2015, ne seront sûrement pas dupes.

Ils savent que ces-deux-là, en tant que membres du conseil de surveillance du CHU, dont Robinet est à la tête, ont avalisé depuis 6 ans toutes les fermetures de lits demandées, et qu'ils sont largement responsables de la situation catastrophique de l'hôpital.

Quant aux agents territoriaux, en découvrant dans le jour-

nal que le maire prévoyait de se montrer généreux non pas avec ses propres deniers, mais avec leur salaire, certains n'ont pas manqué de faire remarquer que si les travailleurs n'avaient pas attendu leurs patrons ni leurs directions pour se montrer solidaires entre eux, il n'y avait en revanche aucune raison qu'ils paient de leur poche les conséquences de la politique criminelle menée par le gouvernement et le maire.

« *Ils n'en demandent pas autant aux actionnaires riches des maisons de champagne locales* », ont fait remarquer certains...

### Arrivée d'un avion-cargo géant à Vatry

## Bas-les-masques sur la loi du fric

L'arrivée d'un avion-cargo géant Antonov à l'aéroport de Vatry dans la Marne chargé de 8,6 millions de masques et de 25 millions de gants en provenance de Chine a été abondamment relayé par la presse.

Par contre, le nom du client a été tenu secret, mais il s'agit d'une grande entreprise qui les destine à ses salariés dans le ca-

dre du retour au travail. Dans la même journée, un autre avion s'est posé avec 14 millions de masques, cette fois commandés par l'Etat.

Alors que depuis un mois on manque des protections nécessaires dans les hôpitaux, les Ehpad, pour les aides à domicile, la loi du fric permet de détourner des millions de masques au lieu

de servir l'intérêt général. Il y a deux semaines l'Etat avait réquisitionné une commande conjointe de la région Grand Est et la région Bourgogne-Franche-Comté, des régions pourtant parmi les plus touchées. Mais cette fois, ni réquisition ni indignation, ceux qui gouvernent sont à plat-ventre devant les intérêts de la bourgeoisie.